



Rassemblement Unitaire de Paris

DECLARATION DE PARIS DU 5 AVRIL 2025

Nous, les soussignés, Citoyens Centrafricains de tous bords, sommes réunis ce jour, Place de la République à Paris, en communion avec nos compatriotes rassemblés dans une marche citoyenne ce 04 avril 2025 à Bangui, tous déterminés à défendre l'Intérêt Supérieur de la Nation centrafricaine.

Nous dénonçons :

- Les conditions de vie indignes faites aux Centrafricains par le régime actuel, tant à Bangui que dans les provinces, caractérisées par : l'absence d'eau potable ; la cherté de la vie ; les graves carences dans la fourniture d'électricité et de carburants ; le délabrement général des services sociaux de base tels que hôpitaux, écoles, université, établissements d'enseignement technique ; le piteux état des infrastructures routières, portuaires et aéroportuaires, ainsi que des installations sportives ; le manque de cimetière à Bangui ;
- L'état de terreur dans lequel vivent les Centrafricains, victimes quotidiennes d'exactions et d'intimidations commises en toute impunité par les milices du pouvoir et par les mercenaires du groupe Wagner, à qui le pouvoir de M. Faustin Archange TOUADERA a donné droit de vie et de mort sur les Centrafricains sur leur propre terre ;
- Le coup d'État constitutionnel perpétré par M. Faustin Archange TOUADERA et son projet anticonstitutionnel, anti-démocratique et crisogène de 3^e mandat ;
- Le rétrécissement de l'espace politique, civique et médiatique ; la répression systématique de l'expression des Centrafricains ; la suppression de fait de la liberté de réunion, de manifestation et d'association ; ainsi que de la liberté de la presse et des médias ;
- La persécution et la diabolisation des opposants, objets de campagnes de haine de la part du pouvoir, vivant à tout moment sous menace de disparition forcée et de violences physiques commanditées par ce même pouvoir, contraints au silence, à l'exil, et condamnés au terme de procès fabriqués et politiques ;
- La politique de division des Centrafricains notamment à travers les notions de « double nationalité » et de « Centrafricain d'origine » ;

- Les vols, détournements de deniers publics et des biens de l'État, qui sont le patrimoine des Centrafricains ;
- Le bradage des terres centrafricaines et le pillage des ressources naturelles et halieutiques des Centrafricains ;

Nous exigeons des autorités actuelles :

- L'adoption et la mise en œuvre immédiates des mesures nécessaires à l'amélioration des conditions de vie des Centrafricains ;
- Des sanctions pour les auteurs des malversations financières et économiques, et plus précisément leur révocation et leur traduction devant les tribunaux compétents ;
- Le rétablissement des libertés individuelles, au premier rang desquelles la liberté d'expression, d'opposition, de réunion, de manifestation, de conscience, d'association, ainsi que la liberté syndicale et la liberté de la presse ;
- Que Monsieur Faustin Archange TOUADERA se conforme aux deux serments prononcés sur la Bible et en vertu de la Constitution du 30 mars 2016, devant le Peuple centrafricain et devant Dieu ; qu'il renonce solennellement à toute idée de troisième mandat ; et qu'il quitte le pouvoir à la fin de son actuel et dernier mandat ;
- L'annulation de toutes les condamnations judiciaires prononcées au terme des nombreux procès fabriqués et politiques ;
- La fin de l'instrumentalisation politique de la justice et la libération de tous les prisonniers politiques ;
- Le retour au pays, sans conditions, de tous les exilés politiques ;
- La justice pour les nombreuses victimes des disparitions forcées et des graves violations des droits humains ;
- La convocation à brève échéance d'un dialogue politique réellement inclusif, avec la participation de représentants de la Diaspora centrafricaine d'Afrique, d'Europe, d'Amérique, d'Asie et d'Océanie ;

Nous appelons la communauté internationale à se rendre à l'évidence que les Forces Vives de la Nation se battent pour la dignité du Peuple centrafricain, pour la démocratie, pour l'état de droit et pour la bonne gouvernance. Nous l'invitons, enfin, à soutenir sans réserve la présente dynamique unitaire, tant sur le territoire national qu'à l'extérieur du pays.

Notre détermination est totale et restera sans faille jusqu'à la restauration, dans notre pays, de la démocratie, de l'État de Droit, de la bonne gouvernance, qui sont des biens précieux pour les Centrafricains et autant de valeurs universelles, et jusqu'au recouvrement de sa dignité par le Peuple centrafricain.

Fait à Paris, Place de la République, le 5 avril 2025

LES SIGNATAIRES CI-APRES :